



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

### DIRECTION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'AMÉNAGEMENT

Bureau de l'aménagement du territoire et  
des installations classées

Affaire suivie par :  
Martine MARCHAND  
☎ : 02.47.33.12.48  
Fax direction : 02.47.64.76.69  
Mél : martine.marchand@indre-et-  
loire.gouv.fr

H:\dcte3ic3\CARRIERE\autorisation\2012\  
RAGONNEAU DCE Carrière Bergeresse  
Abilly Arrêté.odt

**N°19212**

### ARRÊTÉ

portant mutation au profit de la Société  
d'Exploitation des Etablissements RAGONNEAU  
de l'autorisation d'exploiter une carrière de  
matériaux sableux située au lieu-dit « La  
Bergeresse » à ABILLY

**LE PREFET** du département d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ainsi que les articles L.511-1, L.512-1, L.512-7, R.512-31;

**VU** le Code Minier et notamment son article 4 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16010 du 30 novembre 2001 autorisant la société POTET à exploiter une carrière de matériaux sableux située au lieu-dit « la Bergeresse » à ABILLY;

**VU** la demande de la SEE RAGONNEAU du 16 février 2012 sollicitant la mutation, à son profit, de l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « la Bergeresse » sur la commune de ABILLY, précédemment exploitées par la société POTET ;

**VU** le rapport en date du 2 mars 2012 de l'inspecteur des installations classées ;

**VU** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites- formation Carrières, au cours de sa séance du 12 mars 2012,

**CONSIDERANT** que la SEE RAGONNEAU présente les garanties requises quant à ses capacités techniques et financières à reprendre à son compte les obligations attachées à l'autorisation sollicitée ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire :

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : AUTORISATION**

La Société d'Exploitation des Etablissements RAGONNEAU, dont le siège social est situé au lieu-dit « Villiers », 86220 DANGE-SAINT-ROMAIN, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de matériaux sableux située au lieu-dit « La Bergeresse » à ABILLY.

Cette autorisation d'exploiter est délivrée aux conditions figurant à l'arrêté susvisé.

La SEE RAGONNEAU devra se conformer aux prescriptions contenues dans l'arrêté préfectoral susvisé, à savoir :

- l'arrêté préfectoral n° 16010 du 30 novembre 2001 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière de matériaux sableux située au lieu-dit « La Bergeresse » à ABILLY.

### **Article 2 : OBJET DES GARANTIES FINANCIERES**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 16010 du 30 novembre 2001, de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- la surveillance et la maintien en sécurité de l'installation en cas d'évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- les interventions en cas d'accident ou de pollution,
- la remise en état du site.

### **Article 3 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

Le calcul des garanties financières est fait suivant les dispositions prévues dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévues à l'article L.515-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

Dans le mois suivant la publication du présent arrêté et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### **Article 5 : RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES**

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 4 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996.

### **Article 6 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

### **Article 7 : REVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au chapitre V de l'arrêté préfectoral n° 16010 du 30 novembre 2001.

### **Article 8 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **Article 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211.1 et L 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 10 : NOTIFICATION**

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux diffusés dans le département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois en mairie de ABILLY. Le Maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

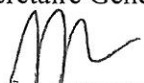
### **Article 11 : SANCTIONS**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

### **Article 12 : EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Madame le Maire de ABILLY, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Centre - sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Fait à TOURS, le 12 avril 2012  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Christian POUGET

1  
2  
3  
4